



Direction générale de la Communication
Direction des relations avec les citoyens
Unité du suivi de l'opinion publique

Bruxelles, le 31 janvier 2011

Parlemètre Janvier 2011

Eurobaromètre Parlement européen (EB Standard "Energie" 74.3)

Les Européens et l'énergie

Synthèse analytique

Couverture: UE 27 (26 574 citoyens européens)

Population: Européens âgés de 15 ans et plus

Méthodologie : Face-à-face (CAPI)

Terrain : 25 nov.-17 déc. 2010, conduit par TNS Opinion

INTRODUCTION	3
I. COMMENT FAIRE FACE AUX DIFFICULTES D'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE ?	
1. Moyenne européenne	7
2. Variations et tendances nationales	7
II. EN CAS DE CRISE ENERGETIQUE : ENTRAIDE OU PAS ?	8
<i>A. Au nom de la solidarité européenne</i>	8
1. Moyenne européenne	8
2. Variations et tendances nationales	9
<i>B. Au nom de l'intérêt de la sécurité énergétique du pays</i>	10
1. Moyenne européenne	10
2. Variations et tendances nationales	11
III. QUELLES PRIORITES POUR RENFORCER LA COOPERATION ENERGETIQUE ?	14
1. Moyenne européenne	14
2. Résultats par priorité: variations et tendances nationales	15
➤ La stabilité des prix, priorité numéro 1 des répondants (29%)	15
➤ Le développement des énergies renouvelables, deuxième priorité des Européens (27%)	16
➤ La garantie de l'approvisionnement énergétique, troisième priorité (20%)	17
➤ L'efficacité énergétique, quatrième priorité des Européens (16 %)	18

INTRODUCTION

Depuis de nombreuses années, **le Parlement européen** porte une attention toute particulière à la situation énergétique de l'UE. En effet, il lui paraît essentiel pour celle-ci et ses Etats membres de **progresser rapidement sur la mise en œuvre d'une politique commune de l'énergie** apte à répondre réellement à l'ensemble des défis à relever dans ce domaine.

Tout le monde se souvient encore de la **crise provoquée par la Russie, au cours de l'hiver 2008-2009**, lorsqu'elle a suspendu ses livraisons de gaz à l'Ukraine. Ses conséquences restent très ancrées dans l'esprit des Européens, notamment des millions d'entre eux qui, dans environ une quinzaine d'Etats membres, ont été directement ou indirectement affectés dans leur vie quotidienne. La **dépendance énergétique de l'UE** s'est donc révélée d'autant plus criante à ce moment-là que des évènements similaires s'étaient produits lors de l'hiver 2005-2006.

Dès cette époque, au cours de l'année 2006, **le Parlement européen a plaidé en faveur d'une politique globale de l'énergie** fondée notamment sur **la solidarité entre Etats membres**. En septembre 2007, il a insisté pour la mise en place "*d'une politique étrangère commune dans le domaine de l'énergie*".

A la dépendance gazière s'ajoute, entre autres, la dépendance pétrolière. L'UE s'est ainsi retrouvée au pied du mur : comment garantir l'approvisionnement énergétique ? Quelles relations avec les pays fournisseurs ? Quels liens tisser avec les organisations de coopération régionale ? Comment interconnecter efficacement 27 réseaux nationaux ? Comment développer des énergies alternatives et lesquelles ? Comment stabiliser les prix de l'énergie ? Etc.

A la veille du premier Conseil européen exclusivement consacré à l'énergie le 4 février 2011, il est apparu utile de **mesurer la perception que les Européens ont de la question énergétique** et des rôles respectifs qu'il entendent voir jouer par l'Union européenne et ses Etats Membres en la matière.

Pour des raisons liées aux dates d'adoption des différentes résolutions du Parlement européen, cette enquête sera divisée en deux parties, l'une paraissant avant le Conseil européen, l'autre dans le courant du mois de mars prochain. Cette dernière portera notamment sur des questions plus spécifiques liées à la nouvelle stratégie énergétique de l'UE à l'horizon 2020.

Dans le cadre de cette première enquête menée sur le terrain par TNS opinion, **trois questions d'ordre général ont été posées.** Elles portaient sur des propositions formulées à plusieurs reprises par le Parlement. **Les réponses des Européens sont très claires.**

D'une part, les **répondants sont parfaitement conscients de la plus-value européenne** que permettrait une **meilleure coordination des politiques énergétiques.** Ils se démontrent également très soucieux d'une **plus grande solidarité** entre Etats membres en cas de crise d'approvisionnement.

D'autre part, en matière de **priorités énergétiques**, les résultats démontrent à quel point **la culture énergétique et la situation énergétique de chaque pays de l'Union européenne influent sur la nature des réponses.** C'est la raison pour laquelle il nous a paru important de joindre à cette note une série de statistiques et de cartes **Eurostat** ("*Panorama of energy*" / *édition 2009*) qui illustrent le contexte énergétique de l'UE et de chaque Etat membre.

⇒ **Les Européens privilégient la coordination des politiques énergétiques sur les mesures nationales**

Ainsi, pour faire face à des difficultés d'approvisionnement notamment à des interruptions de livraisons de gaz, **les Européens sont 60%** à répondre qu'ils seraient **mieux protégés par des mesures coordonnées avec les autres pays de l'UE**. **A l'inverse, 32%** considèrent qu'ils seraient mieux protégés si leur pays prenait des mesures et les appliquait de manière individuelle.

⇒ **Les Européens en faveur de la solidarité entre Etats membres en cas de difficultés d'approvisionnement**

C'est à **79%** que les répondants se prononcent en faveur d'une telle solidarité. Seuls 15% d'entre eux pensent le contraire. Il s'agit de la seule question où les réponses dans les 27 Etats membres sont au-dessus des 50%.

Ce résultat est très intéressant à comparer avec celui de l'EB/PE (74.1)" Les Européens et la crise" publié le 14 octobre 2010. A cette occasion, 49% des répondants s'étaient déclarés en faveur de la solidarité financière à accorder à un pays membres en proie à d'importantes difficultés économiques et financières, 39% s'y étaient opposés.

Les questions étant posées dans un contexte totalement différent, une comparaison chiffrée n'est absolument pas pertinente. En revanche, à la lecture du tableau qui figure en page 13, on constate **une grande similitude dans la hiérarchie des pays pour chaque type de solidarité**. En d'autres termes, les personnes interrogées dans les 27 Etats membres répondent sensiblement de la même manière dans les deux cas, ce qui laisserait penser que **l'attitude des répondants par rapport à ce concept de solidarité reste valide quel que soit le type de solidarité testé**.

Ainsi, parmi les plus favorables au concept de solidarité, qu'il soit économique ou énergétique, on retrouve les quatre mêmes Etats membres parmi les cinq premiers. Réciproquement, toujours dans ces deux cas, trois Etats membres figurent parmi les cinq qui sont le moins en faveur de ce principe de solidarité.

Le principe de solidarité faisant l'objet d'un vaste débat au sein de l'UE, il sera intéressant de l'observer pour d'autres politiques menées au niveau européen lors des prochaines enquêtes du Parlement européen.

⇒ **En matière de coopération énergétique, les priorités des Européens sont largement influencées par la situation énergétique nationale**

Dans leurs réponses détaillées dans cette note à partir de la page 15, les répondants établissent des **priorités très nettes entre plusieurs domaines de coopération énergétique**. Cela étant, pour mieux comprendre ces résultats, les moyennes européennes doivent être analysées à la lumière des résultats nationaux. En effet, un examen attentif de quelques exemples précis comparant résultats de l'enquête et statistiques d'Eurostat démontre qu'il existe **des liens étroits entre la culture énergétique, la situation énergétique nationale et les réponses des citoyens**.

➤ **La stabilité des prix de l'énergie, priorité numéro 1 des répondants (29%)**

En 2006, selon Eurostat, l'UE importait 54% de l'énergie nécessaire à sa consommation. Il en résulte une volatilité des prix due tant à l'évolution géopolitique mondiale qu'à la spéculation sur les matières premières énergétiques. Ainsi entre la deuxième moitié de 2007 et la seconde moitié 2008, le prix de l'électricité pour les particuliers a augmenté de 9,6% et celui du gaz de 21,1% au sein de l'UE 27.

Par conséquent, il n'est pas étonnant qu'avec 29% des citations, la stabilité des prix de l'énergie soit considérée comme la priorité numéro 1 en matière de coopération énergétique. Toutefois, les différences entre Etats membres sont très importantes: elles vont de 8% pour le Danemark à 45% pour la République tchèque.

Pour mieux comprendre les réponses, il est intéressant de s'attarder quelques instants sur la situation énergétique de ces deux pays.

Selon Eurostat, la République tchèque a une dépendance énergétique qui se situait en 2005 entre 60 et 80%. Elle figure parmi les pays où le prix de l'électricité mais surtout du gaz a le plus augmenté entre 2007 et 2008. Néanmoins, en matière d'énergies renouvelables, l'objectif fixé pour 2010 était inférieur à 10%.

A l'inverse, le Danemark était en 2007 le seul pays exportateur net d'énergie. Il est le pays où le prix du gaz a le plus diminué (-28%) mais il demeure toutefois, avec la Suède, le pays où le prix reste le plus élevé. En matière d'énergies renouvelables, il figure dans le peloton de tête, son objectif 2010 étant de 30%.

➤ **Les énergies renouvelables, deuxième priorité des Européens (27%)**

L'UE s'est fixé comme objectif d'atteindre 20% d'énergies renouvelables à l'horizon 2020.

A nouveau, **les différences entre Etats membres sont très importantes:**

Les **deux pays qui placent en tête** de leurs priorités, les énergies renouvelables sont le Danemark (53%) et la Suède (51%), pays, on l'a déjà vu, qui **sont les moins dépendants énergétiquement** et parmi les plus avancés en matière d'énergies renouvelables.

A l'inverse, les **deux** pays où le souhait de développer les énergies renouvelables est le moins fort, la Lituanie (12%) et la République tchèque (13%), **sont deux pays à dépendance énergétique prononcée** et où le prix du gaz a fortement augmenté.

➤ **La garantie de l'approvisionnement énergétique, troisième priorité (20%)**

Le problème du contexte de la sécurité de l'approvisionnement a déjà été évoqué précédemment. **La moyenne de 20% au niveau de l'UE ne reflète pas les fortes différences nationales qui vont de 6% à 31 %, soit 25 points de différence.**

Est-ce à dire que les pays les plus dépendants sont ceux qui souhaitent le plus une action en matière de garantie de l'approvisionnement ? Les résultats sont très contrastés :

- **Les deux pays dont les réponses se situent aux deux extrémités de l'échelle sont dépendants, quoiqu'à des degrés différents:**
 - A Chypre, seuls 6% des sondés considèrent que la garantie de l'approvisionnement énergétique constitue une priorité (27ème sur 27 Etats membres). Or, le pays est quasiment dépendant à 100% d'un point de vue énergétique. Il n'a pas connu de rupture d'approvisionnement, le pétrole constituant la majeure partie de son bouquet énergétique.
 - En Allemagne 31% des sondés estiment que la garantie de l'approvisionnement énergétique constitue une priorité. Or, le pays est dépendant à 62 % (soit 8 points au-dessus de la moyenne européenne) au niveau de ses importations.
- **En Pologne, pays très peu dépendant (25%),** les sondés se préoccupent très vivement de la garantie de l'approvisionnement puisque leur taux de réponses atteint 28% (moyenne UE 20%). On peut supposer que les crises gazières russo-ukrainiennes ont joué un rôle significatif dans ce taux de réponses élevé.

➤ **L'efficacité énergétique, quatrième priorité des européens (16 %)**

Cette moyenne UE de 16% est plus significative que pour les autres priorités. En effet, l'écart maximal n'est que de 16 points de pourcentage : 9% pour la Pologne et le Portugal, 25% pour la Finlande et la Suède. Il atteint 37 points de pourcentage pour la stabilité des prix, qui est la première priorité.

Ce concept, relativement nouveau, **est devenu désormais l'une des toutes premières priorités de l'UE**. Elle s'est fixée d'augmenter de 20% les économies d'énergies à l'horizon 2020. L'efficacité énergétique constitue l'un des facteurs essentiels de la réduction des émissions de CO2 et de la dépendance énergétique.

A cet égard, **le Parlement européen a prôné**, en décembre 2010, **une politique ambitieuse** dans ce domaine (certificat de performance énergétique, incitations financières à l'échelle régionale, nationale et européenne, ...).

Afin de généraliser la prise de conscience des Européens dans l'ensemble des Etats membres, on peut se demander s'il ne conviendrait pas de développer une véritable pédagogie de l'efficacité énergétique.

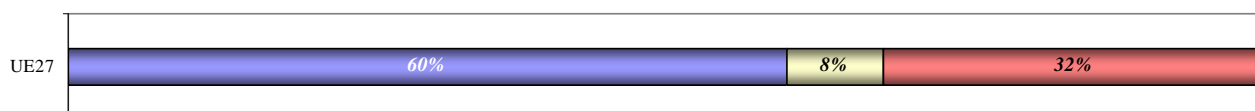
I. COMMENT FAIRE FACE AUX DIFFICULTES D'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE ?

Q1 Lors de l'hiver2008, certains Etats membres de l'UE ont été confrontés à d'importantes difficultés d'approvisionnement en énergie, et notamment des interruptions de la livraison de gaz. En tant que citoyen(ne) diriez-vous que vous seriez mieux protégé(e) face à ce risque de difficulté d'approvisionnement en énergie si

1. Moyenne européenne

Coordination des politiques énergétiques

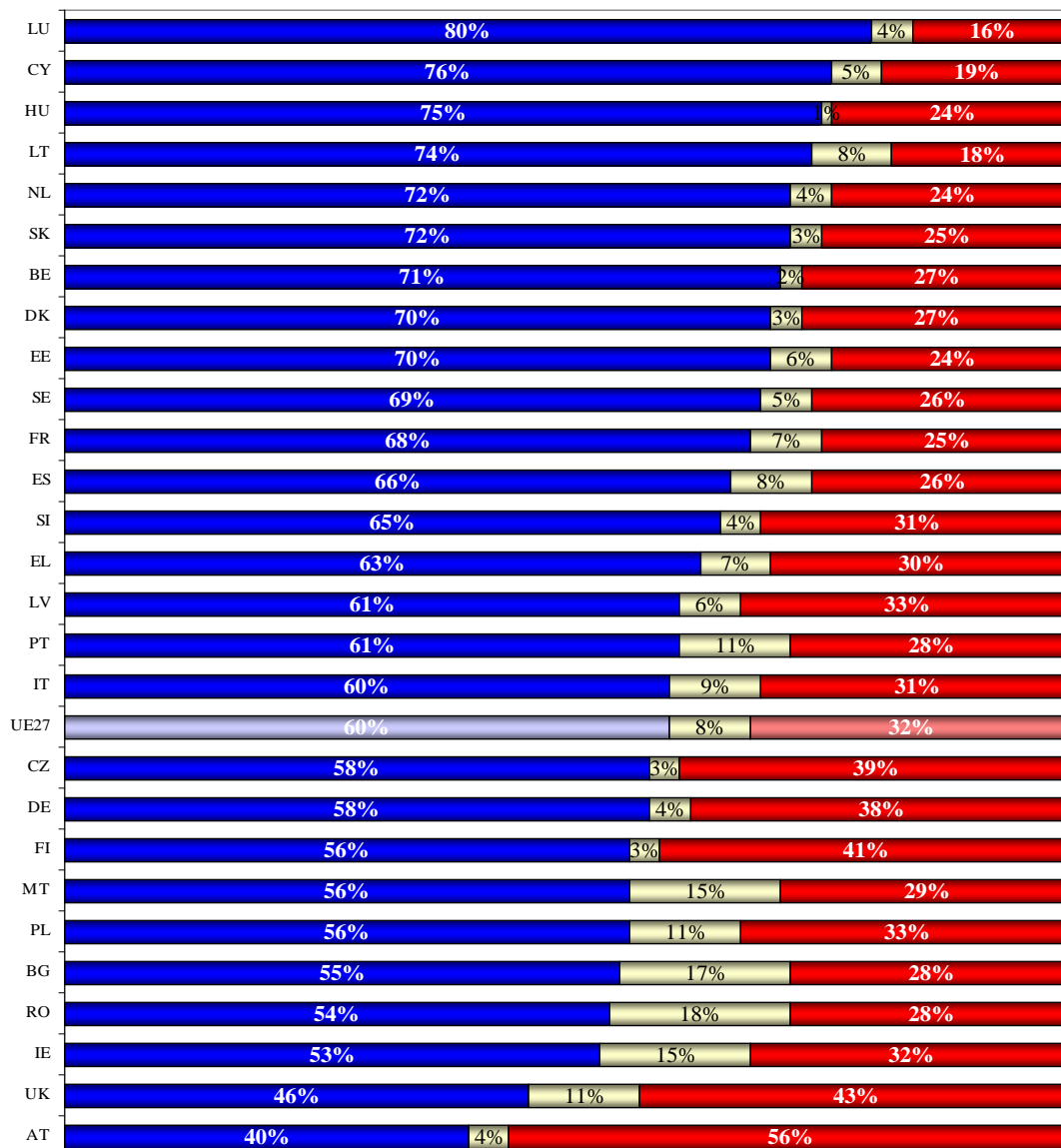
- (NOTRE PAYS) prenait des mesures et les appliquait de manière coordonnée avec les autres pays de l'UE
- NSP
- (NOTRE PAYS) prenait des mesures et les appliquait de manière individuelle



2. Variations et tendances nationales

Coordination des politiques énergétiques

- (NOTRE PAYS) prenait des mesures et les appliquait de manière coordonnée avec les autres pays de l'UE
- NSP
- (NOTRE PAYS) prenait des mesures et les appliquait de manière individuelle



- Alors que la moyenne de l'UE est de 60%, la différence entre les deux pays situés aux extrémités de l'échelle va du simple au double, soit 40 points de pourcentage.
- En cas d'importantes difficultés d'approvisionnement, pour trois luxembourgeois (80%), chypriotes (76%), hongrois (75%) et sur quatre, il convient de privilégier la coordination au sein de l'UE.
- A l'inverse, les autrichiens (40%) les britanniques (46 %) et les irlandais (53%) sont les moins favorables à la coordination au sein de l'UE.
- On constate que deux des pays (Bulgarie:55% et Roumanie : 54%), parmi les plus touchés par la crise gazière de l'hiver 2008/2009, se situent bien en dessous de la moyenne européenne. Il s'agit en outre des deux pays au sein desquels le taux de non réponse est le plus élevé.

II. EN CAS DE CRISE ENERGETIQUE : ENTRAIDE OU PAS ?

On vient de le voir, les Européens souhaitent une meilleure coopération entre Etats membres en cas de crise d'approvisionnement. Sont-ils prêts pour autant à s'entraider ? Oui, répondent-ils massivement tant pour des raisons de solidarité que de sécurité énergétique.

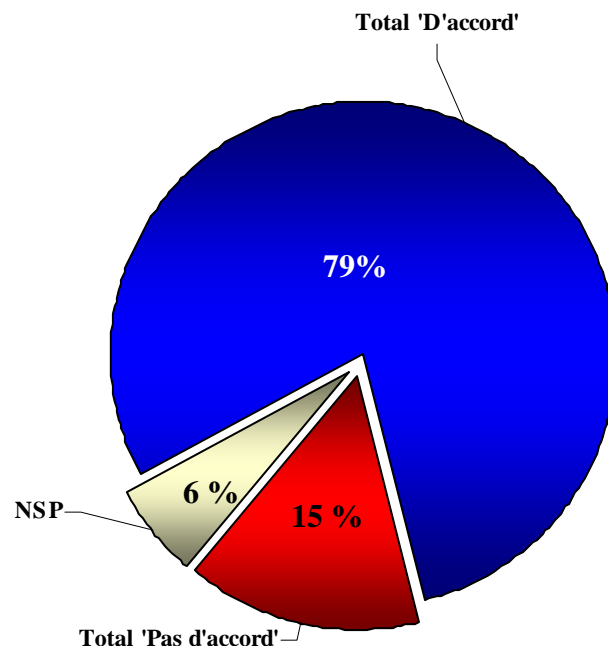
A. Au nom de la solidarité européenne

1. Moyenne européenne

L'aide au nom de la solidarité européenne

Q 2 Pour chacune des propositions suivantes concernant la question de l'approvisionnement en énergie au sein de l'UE, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord :

Il est souhaitable que (NOTRE PAYS) aide un autre Etat membre de l'UE confronté à d'importantes difficultés d'approvisionnement énergétique au nom de la solidarité européenne entre Etats membres



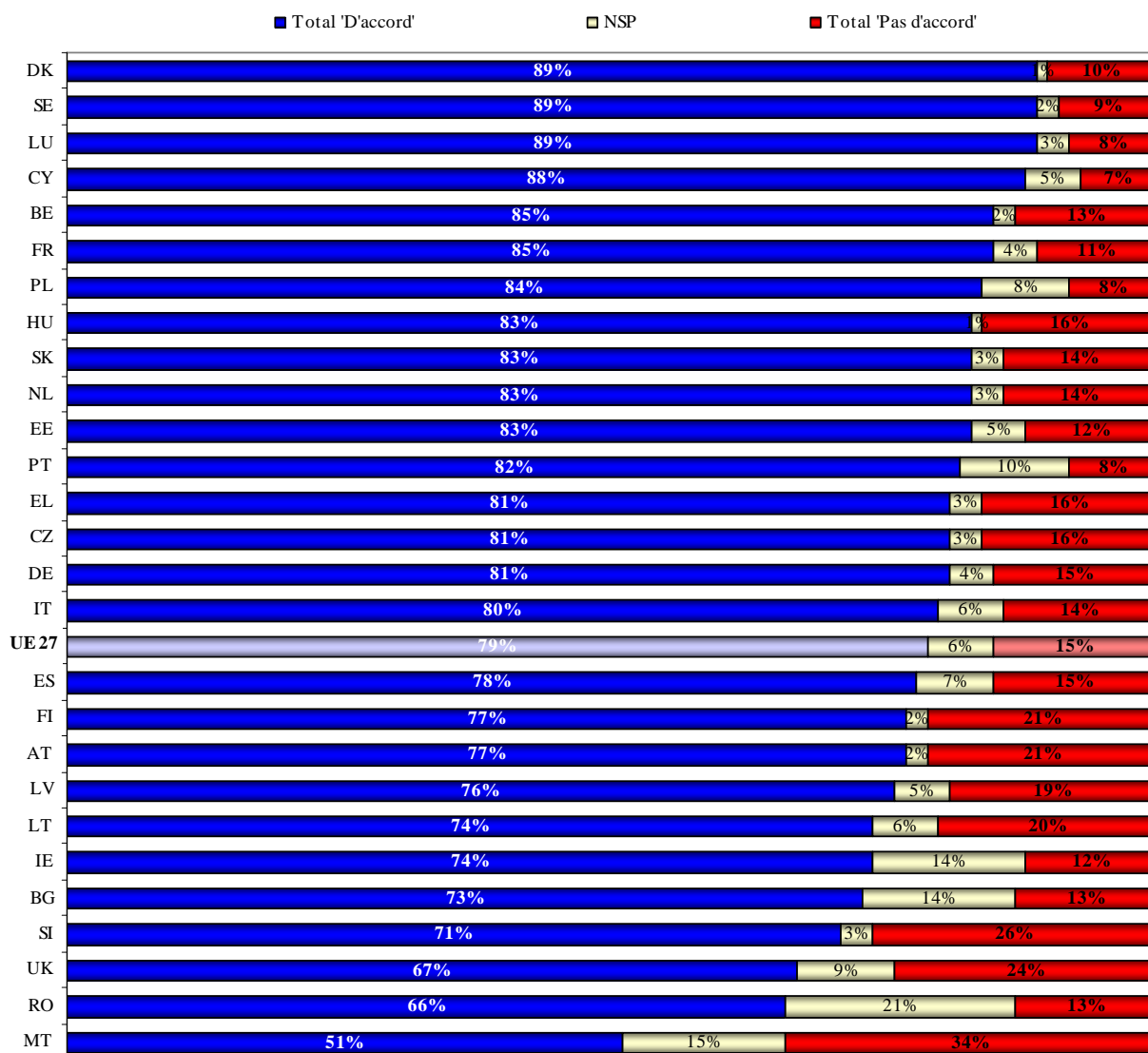
- En cas d'importantes difficultés d'approvisionnement énergétique, une très large majorité des répondants européens (79%) se prononce en faveur de la solidarité entre Etats membres.
- Dans vingt six Etats membres, cette attente de solidarité recueille plus des deux tiers des réponses. A Malte, en revanche, le pourcentage se situe juste au dessus des 50%.
- Toutefois, 15 % des sondés se prononcent contre.

2. Variations et tendances nationales

L'aide au nom de la solidarité européenne

Q 2 Pour chacune des propositions suivantes concernant la question de l'approvisionnement en énergie au sein de l'UE, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord :

Il est souhaitable que (NOTRE PAYS) aide un autre Etat membre de l'UE confronté à d'importantes difficultés d'approvisionnement énergétique au nom de la solidarité européenne entre Etats membres



- Les différences entre les deux pays situés aux extrémités de l'échelle atteignent 38 points de pourcentage.
- Les danois (89%), luxembourgeois (89%) et suédois (89%) sont les plus nombreux à souhaiter voir leur pays en aider un autre en difficultés.

- Au contraire, Malte (34%), Slovénie (26%) et Grande Bretagne (24%) sont les pays les moins favorables à cette perspective.

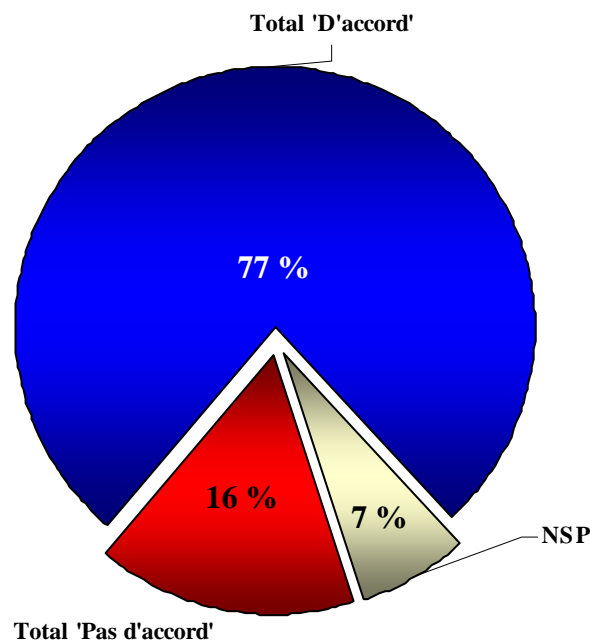
B. Au nom de l'intérêt de la sécurité énergétique du pays

1. Moyenne européenne

L'aide au nom de la sécurité énergétique

Q 2 Pour chacune des propositions suivantes concernant la question de l'approvisionnement en énergie au sein de l'UE, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord :

Il est dans l'intérêt de la sécurité énergétique de (NOTRE PAYS) d'aider un autre Etat membre de l'UE confronté à d'importantes difficultés d'approvisionnement énergétique



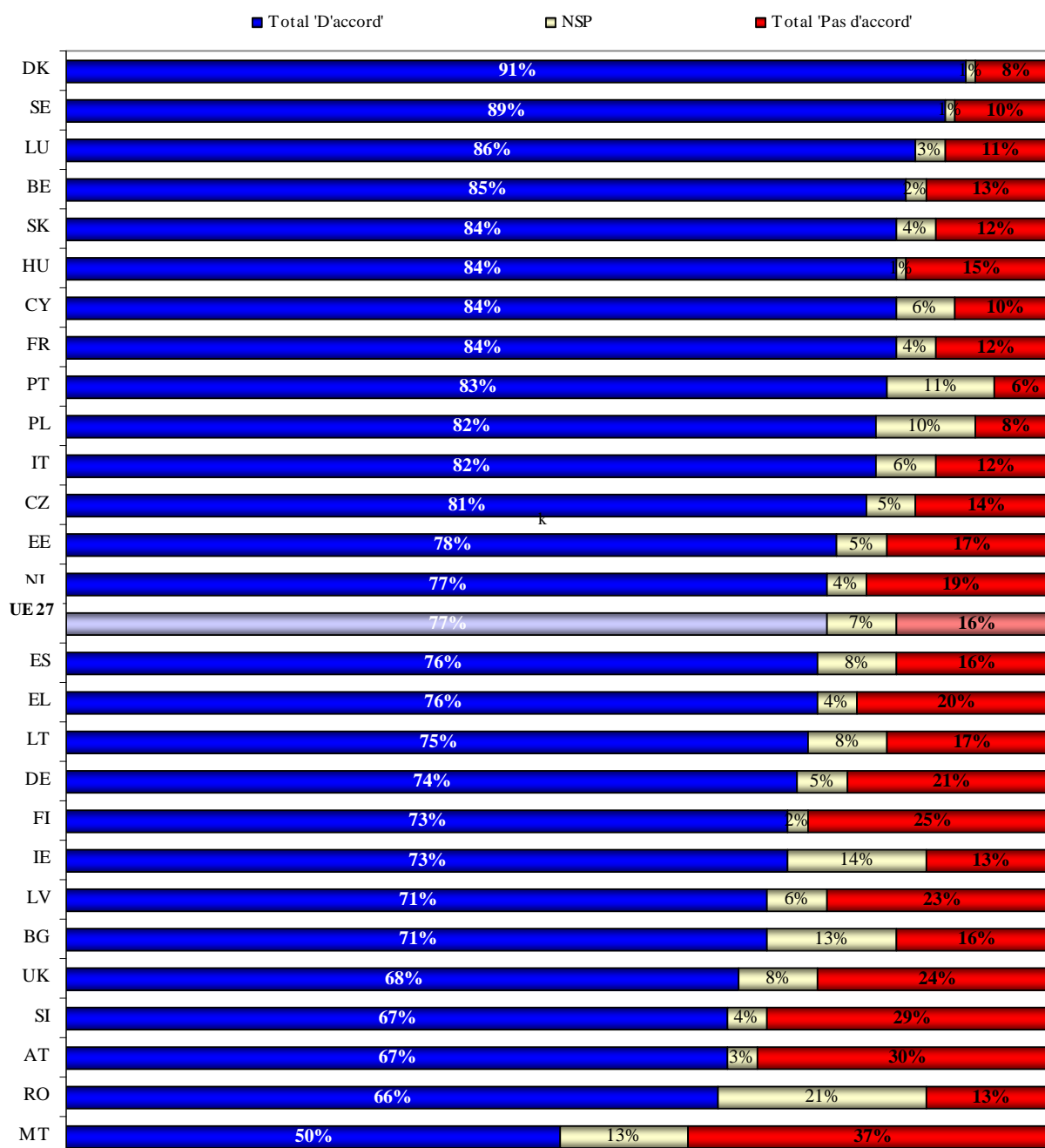
- Une très large majorité des répondants européens (77%) considère qu'il est dans l'intérêt énergétique de leur propre pays de venir en aide un autre Etat membre confronté à d'importantes difficultés d'approvisionnement.
- Toutefois, 16 % des sondés s'y opposent.

2. Variations et tendances nationales

L'aide au nom de la sécurité énergétique

Q 2 Pour chacune des propositions suivantes concernant la question de l'approvisionnement en énergie au sein de l'UE, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord :

Il est dans l'intérêt de la sécurité énergétique de (NOTRE PAYS) d'aider un autre Etat membre de l'UE confronté à d'importantes difficultés d'approvisionnement énergétique



- Les répondants danois (91%), suédois (89%), et luxembourgeois (86%), suivis des belges (85%), sont les plus nombreux à déclarer que c'est dans l'intérêt de la sécurité énergétique de leur pays.
- Au contraire, à Malte (37%), en Autriche (30%) et en Slovénie (29%), les répondants considèrent que cette solidarité n'est pas dans l'intérêt de la sécurité énergétique de leur pays.

ADDENDUM

Solidarité énergétique / solidarité financière: classification par Etat membre

En octobre 2010, dans le cadre de l'EB/PE (74.1) "*Les Européens et la crise*", la notion de **solidarité financière entre** Etats membres avait été testée auprès des répondants. 49% d'entre eux s'étaient déclarés en faveur de celle-ci alors que 39% s'y déclaraient opposés.

Il nous a paru utile de **comparer les résultats par Etat membre pour ces deux types de solidarité.**

Les questions étant posées dans un contexte totalement différent, une comparaison chiffrée n'est absolument pas pertinente. En revanche, en observant le tableau qui figure en page suivante, on constate une grande similitude dans la hiérarchie des pays pour chaque type de solidarité. En d'autres termes, **les personnes interrogées dans les 27 Etats membres répondent sensiblement de la même manière dans les deux cas**, ce qui laisserait penser que l'attitude des répondants par rapport à ce concept de solidarité reste valide peu importe le type de solidarité testé.

Ainsi, parmi les cinq les plus favorables au concept de solidarité, qu'il soit économique ou énergétique, on retrouve quatre pays: le Luxembourg, la Suède, le Danemark et Chypre.

Réciproquement, toujours dans ces deux cas, trois Etats membres figurent parmi les cinq qui sont le moins en faveur de ce principe de solidarité: la Roumanie, la Slovénie et la Bulgarie.

ADDENDUM - Solidarité énergétique / solidarité financière: classification par Etat membre

	"Solidarité énergétique" <i>EB 74.3</i> <i>Terrain: 25 novembre - 17 décembre 2010</i>	"Solidarité financière" <i>EB 74.1</i> <i>Terrain: 26 août - 16 septembre 2010</i>
	Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Il est souhaitable que (NOTRE PAYS) aide un autre Etat membre de l'UE confronté à d'importantes difficultés d'approvisionnement énergétique au nom de la solidarité européenne entre Etats membres	Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : En temps de crise, il est souhaitable que (NOTRE PAYS) aide financièrement un autre Etat membre de l'Union européenne confronté à d'importantes difficultés économiques et financières.
Classement #	<i>Total 'D'accord' : somme des "Tout à fait d'accord" et des "Plutôt d'accord"</i>	<i>Total 'D'accord' : somme des "Tout à fait d'accord" et des "Plutôt d'accord"</i>
1	LU*	CY
2	SE*	DK
3	DK*	SE
4	CY	BE
5	FR*	LU
6	BE*	FI
7	PL	PT*
8	EE*	NL*
9	NL*	EE*
10	SK*	AT *
11	HU*	IE*
12	PT	IT
13	DE*	PL**
14	CZ*	FR**
15	EL*	ES *
16	IT	UE 27*
17	ES	EL
18	UE 27	MT
19	AT*	DE *
20	FI*	UK*
21	LV	LT
22	IE*	LV
23	LT*	SK*
24	BG	HU*
25	SI	CZ*
26	UK	RO
27	RO	SI
28	MT	BG

* Ex-æquo

** Ex-æquo

NB : La différence dans les écarts de distribution (*spread*) des réponses aux deux questions limite la mise en parallèle des résultats.

La différence en termes de points de pourcentage entre la première et la dernière réponse à chacune de ces questions varie du simple au double (46 points pour la "solidarité financière" contre 23 pour la "solidarité énergétique", valeur extrême MT exclue).

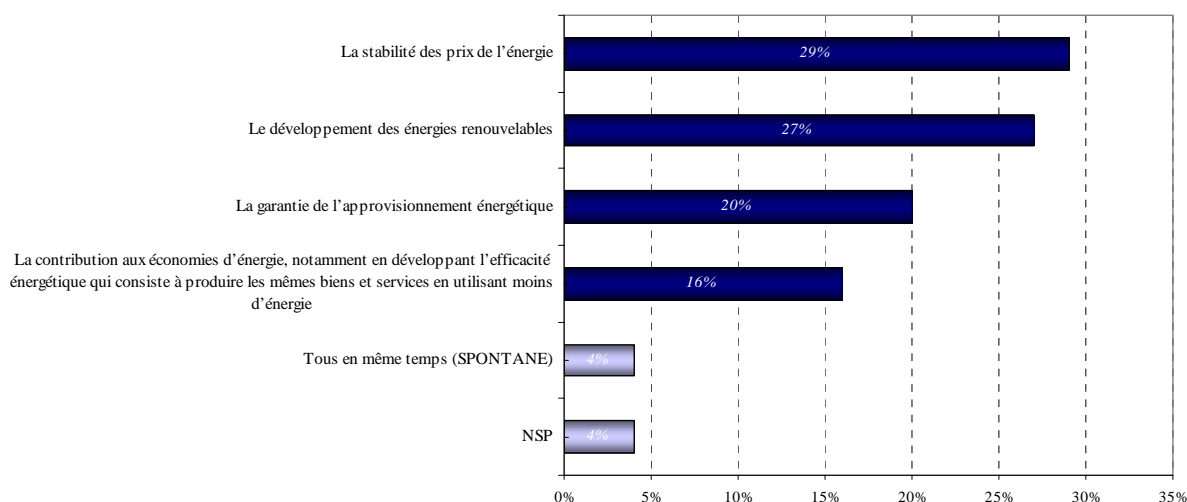
III. QUELLES PRIORITES POUR RENFORCER LA COOPERATION ENERGETIQUE ?

Q3 Le Parlement européen a pris position pour un renforcement de la politique énergétique entre Etats membres de l'Union européenne. Dans cette perspective, pensez-vous que, la principale priorité devrait être accordée à ...? (*une seule réponse possible*)

1. Moyenne européenne

La politique énergétique prioritaire

Q3 Le Parlement européen a pris position pour un renforcement de la politique énergétique entre Etats membres de l'Union européenne. Dans cette perspective, pensez-vous que, la principale priorité devrait être accordée à ...?



a) Résultats

- La stabilité des prix (29 %) constitue la principale priorité pour les citoyens européens. Elle est suivie de très près par le développement des énergies renouvelables (27%). Viennent ensuite, pour un européen sur cinq, la garantie de l'approvisionnement énergétique avec 20% et l'efficacité énergétique avec 16 % des sondés.
- Il est important de noter que pour ces quatre priorités, la moyenne européenne est loin de refléter des résultats nationaux très différents les uns des autres.

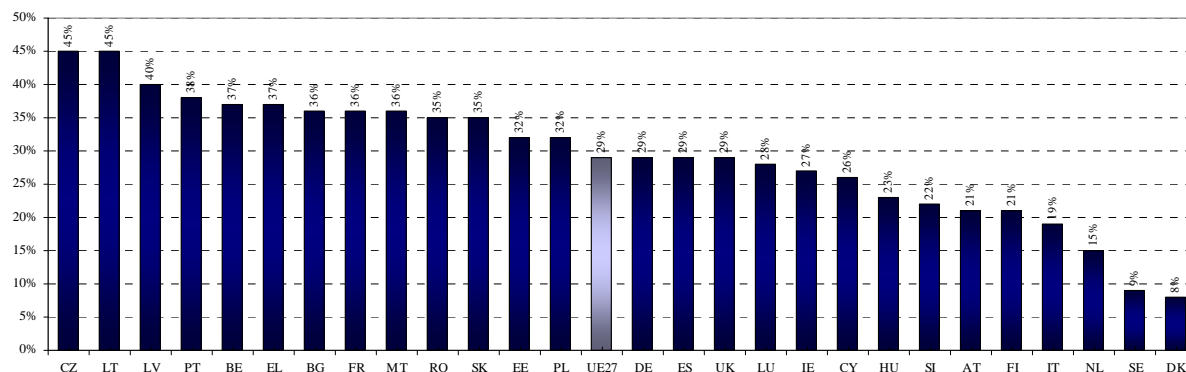
b) Statistiques EUROSTAT

- L'UE produit moins de la moitié de ses besoins énergétiques et ses importations représentaient 54% de sa consommation énergétique en 2006 (sources Eurostat 2007).
- Le pétrole (60%) constitue la majeure partie du total des importations énergétiques de l'UE. Il est suivi par le gaz (26%) et les combustibles solides (13%) comme le charbon par exemple.
- Au niveau de la production, le bouquet énergétique de l'UE se décompose ainsi : (**Voir annexe 1**): Pétrole brut et produits pétroliers : 13,6%; Gaz naturel : 19,7% Combustibles solides (charbon ...) : 22%; Energie nucléaire : 28,4%; Energies renouvelables: 16,3%
- L'évolution de la production d'énergie dans l'UE de 1990 à 2005 (**annexe 2**).

2. Résultats par priorité: variations et tendances nationales

➤ La stabilité des prix, priorité numéro 1 des répondants (29%)

Première priorité : La stabilité des prix de l'énergie



a) Résultats

- Les différences entre les deux pays situés aux extrémités de l'échelle atteignent 37 points de pourcentage avec un maximum de réponses de 45% et un minimum de 8%.
- Les lituaniens (45%), les tchèques (45%) et les lettons (40%) sont les plus nombreux à estimer que la stabilité des prix de l'énergie doit être la principale priorité de la coopération énergétique.
- A l'inverse au Danemark (8%), en Suède (9%) et aux Pays Bas (15%) ils sont les moins nombreux à considérer la stabilité des prix comme la principale priorité.

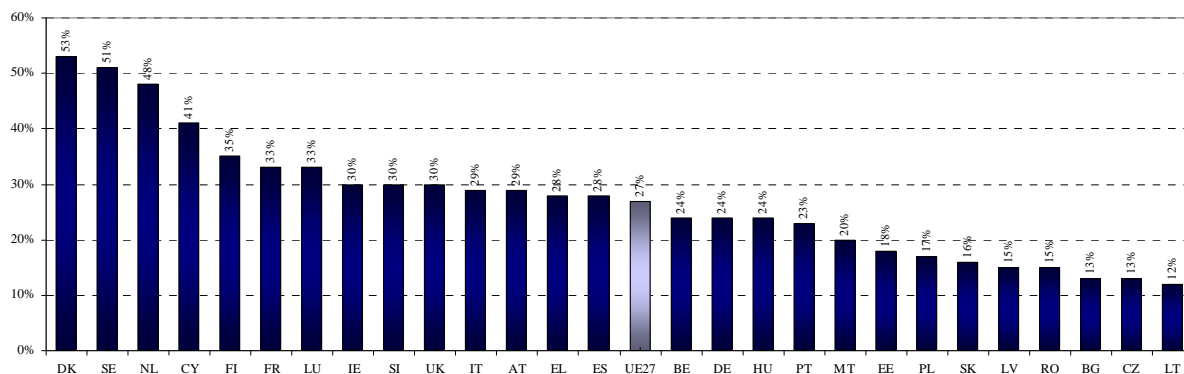
b) Statistiques EUROSTAT

- Concernant le prix de l'énergie, Eurostat souligne le rôle que les taxes jouent dans la fixation du prix final dans chaque Etat membre (**Annexes 3 et 4**).

➤ Le développement des énergies renouvelables, deuxième priorité des Européens (27%)

a) Résultats

Deuxième priorité : Le développement des énergies renouvelables



- Alors que la moyenne de l'UE est de 27%, les différences entre les deux pays situés aux extrémités de l'échelle vont de 12% à 53% soit 41 points de pourcentage.
- Pour les danois (53%), les suédois (51%) et les néerlandais (48%), le développement des énergies renouvelables constitue la principale priorité pour l'UE.
- En revanche, en Lituanie (12%), en République Tchèque (13%) et en Bulgarie (13%), le développement des énergies renouvelables ne constitue pas une priorité essentielle.

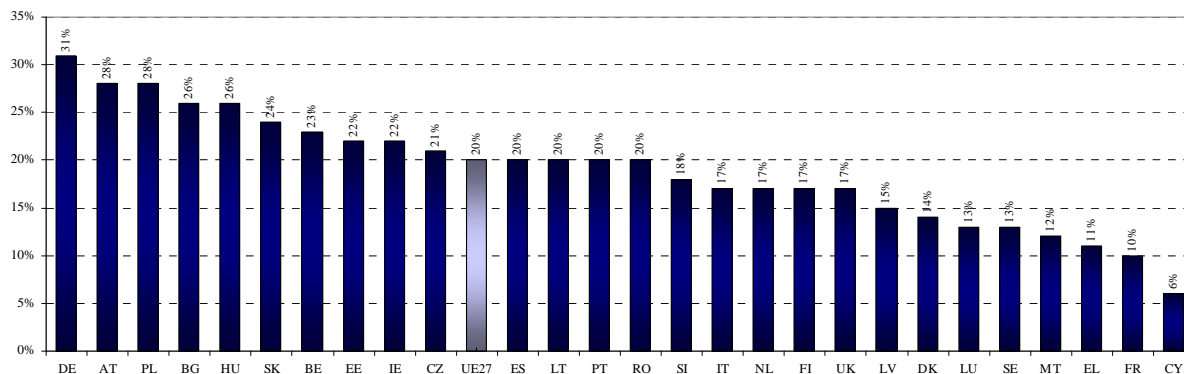
b) Statistiques EUROSTAT

- Parmi les énergies renouvelables figurent principalement la biomasse et les déchets, la géothermie, l'hydrométrie, le solaire, et l'éolien. En 2008 (sources Eurostat 2010), elles représentaient seulement 8,4 % de la consommation d'énergie primaire de l'UE (dominée par le gaz, le pétrole et le charbon) et l'objectif à atteindre pour 2020 s'élève à 20%.
- Les sources d'énergie renouvelables permettent de lutter contre le changement climatique grâce à une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elles sont susceptibles de sécuriser et de diversifier davantage l'approvisionnement, de limiter la pollution de l'air et de créer des emplois dans les secteurs de l'environnement et des énergies renouvelables.
- La part des énergies renouvelables dans l'UE 27 (**Voir annexes 5,6 et 7**)

➤ La garantie de l'approvisionnement énergétique, troisième priorité (20%)

a) Résultats

Troisième priorité : La garantie de l'approvisionnement énergétique



- Les différences entre les deux pays situés aux extrémités de l'échelle atteignent 25 de points de pourcentage de réponses avec un maximum de 31% et un minimum de 6%, soit 25 points de pourcentage.
- Les pays qui accordent la priorité à la garantie l'approvisionnement énergétique sont l'Allemagne (31%), l'Autriche (28%), la Pologne (28%) et la Bulgarie (26%).
- A l'inverse, pour les répondants, à Chypre (6%), en Grèce (11%) et à Malte (12%), il ne s'agit pas d'une priorité.

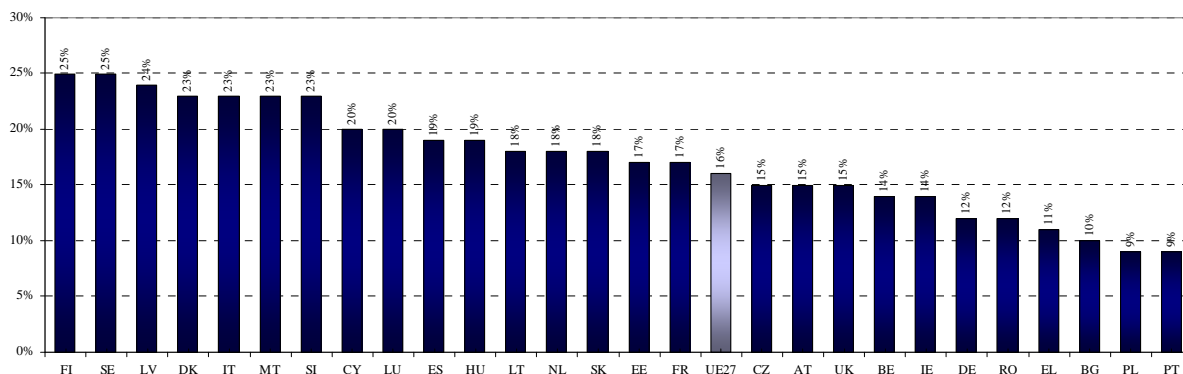
b) Statistiques EUROSTAT

- Carte de dépendance énergétique des Etats membres de l'UE (voir annexe 8)
 - - 22% à 0 % (exportateur net) : DK
 - 0% à 25% : EE
 - 25% à 50% : SE, UK, NL, PL, CZ et RO (6 pays)
 - 25 % à 75 %: FR, D, AT, HU, SI, SK, BG, EL, FI, LT et LV (11 pays)
 - 75 à 100 %: IE, PT, ES, IT, BE, LU, CY et MT (8 pays)

➤ L'efficacité énergétique, quatrième priorité des Européens (16 %)

a) Résultats

Quatrième : La contribution aux économies d'énergies notamment en développant l'efficacité énergétique



- Alors que la moyenne UE est de 16%, les différences entre les deux pays situés aux extrémités de l'échelle vont de 9% à 25%, soit 16 points de pourcentage.
- Pour un suédois (25%), finlandais (25%) et letton (24%) sur 4, la contribution aux économies d'énergies doit être la priorité numéro 1. On note donc que les 2 pays nordiques partagent la même vision que leur voisin balte.
- A l'inverse, les répondants du Portugal (9%), de la Pologne (9%) et de Bulgarie (10%) ne considèrent pas l'efficacité énergétique comme principale priorité.

b) Statistiques EUROSTAT

- Le développement de l'efficacité énergétique constitue un des axes prioritaires de la politique énergétique souhaitée par le Parlement européen. elle doit permettre d'améliorer la compétitivité du secteur et les fournisseurs d'énergie pourront ainsi réorienter les investissements vers des sources plus propres.

Unité de suivi de l'opinion publique

Jacques Nancy (+32 2 284 24 85 - +32 498 98 34 06)
 Said Hallaouy (+32 2 284 60 73)
 Elise Defourmy (+32 2 284 11 23)
 Trifot Jonas (+32 2 284 06 45)
 Lefèvre Nathalie (+32 2 284 12 26)
 Etienne Christelle (+32 2 284 14 21)

N.B. : Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1 000 interviews (taille d'échantillon généralement utilisée à l'échelle d'un Etat membre), le pourcentage réel, c'est-à-dire si l'on avait interrogé l'ensemble de la population, oscillerait dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	+/- 1,9 points	+/- 2,5 points	+/- 2,7 points	+/- 3,0 points	+/- 3,1 points



Direction générale de la Communication
Direction des relations avec les citoyens
Unité du suivi de l'opinion publique

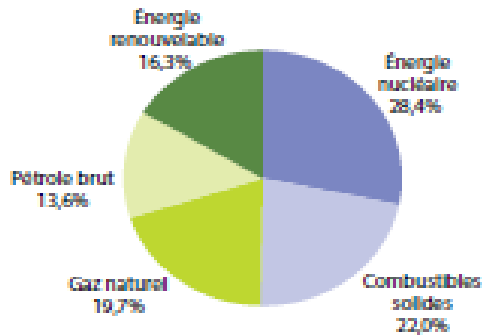
ANNEXES

TABLE DES MATIERES

ANNEXE 1 : Bouquet énergétique de l'Union européenne en 2007 (production) (Eurostat 2007)	2
ANNEXE 2 : Evolution de la production d'énergie dans l'UE de 1990 à 2005 (Eurostat 2008)	2
ANNEXE 3 : Prix de l'électricité pour les ménages toutes taxes comprises en 2009 (Eurostat 2010)	3
ANNEXE 4 : Prix du gaz pour les ménages toutes taxes comprises en 2009 (Eurostat 2010)	4
ANNEXE 5 : Parts des énergies renouvelables dans la consommation finale en 2005 et les objectifs pour 2020	5
ANNEXE 6 : Electricité produite à partir des énergies renouvelables	6
ANNEXE 7 : Électricité provenant de sources d'énergies renouvelables	7
ANNEXE 8 : Carte de dépendance énergétique des Etats membres de l'UE en 2008	8

ANNEXE 1 : Bouquet énergétique de l'Union européenne en 2007 (production) (Eurostat 2007)

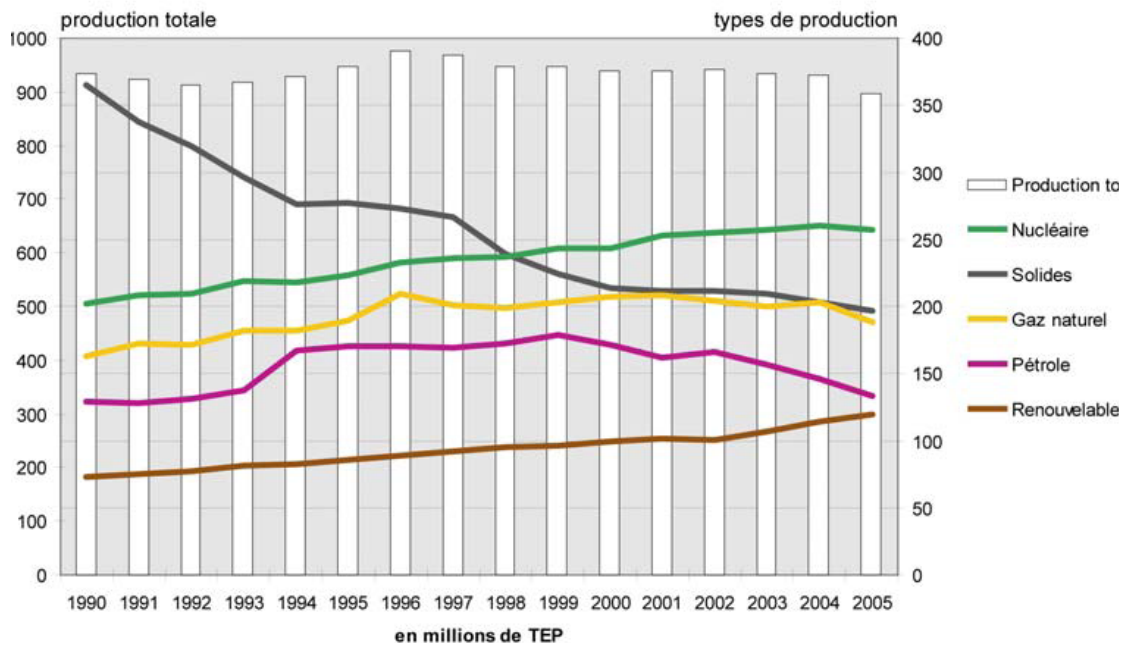
Graphique 11.7 : Production d'énergie primaire, UE-27, 2007 (en % du total, en tonnes-équivalent pétrole)



Source : Eurostat (ben00080, ben00077, ben00079, ben00078 et ben00081)

ANNEXE 2 : Evolution de la production d'énergie dans l'UE de 1990 à 2005 (Eurostat 2008)

Production d'énergie dans l'U.E.



ANNEXE 3 : Prix de l'électricité pour les ménages toutes taxes comprises en 2009 (Eurostat 2010)

Household* electricity prices including all taxes

	Average price of 100 kWh in 2 nd half of 2009:			Price change 2 nd half 2009/ 2 nd half 2008**	Taxes (%)
	in national currency	in euro	in PPS		
EU27	-	16.45	16.45	-1.5	26.0
Euro area	17.35	17.35	:	0.8	28.9
Belgium	:	:	:	:	:
Bulgaria	16.00	8.18	17.07	-0.6	16.3
Czech Republic	359.00	13.94	20.01	11.8	16.7
Denmark	190.05	25.53	17.12	-8.5	56.1
Germany	22.94	22.94	21.36	4.5	40.8
Estonia	144.00	9.20	12.52	8.3	24.3
Ireland	18.55	18.55	15.88	-8.8	11.9
Greece	10.32	10.32	11.16	-6.1	8.7
Spain	16.84	16.84	17.86	8.2	18.0
France	12.25	12.25	10.61	1.8	24.7
Italy	19.97p	19.97p	18.32p	-10.1p	:
Cyprus	16.42	16.42	16.67	-19.5	14.2
Latvia	7.43	10.54	14.44	4.8	9.0
Lithuania	31.97	9.26	13.71	7.1	17.1
Luxembourg	18.82	18.82	15.72	17.0	12.2
Hungary	4327.00	15.96	24.26	11.6	17.3
Malta	15.13	15.13	20.68	-1.5	4.8
Netherlands	18.50p	18.50p	16.46p	3.9p	24.9
Austria	19.09	19.09	17.17	7.7	27.7
Poland	54.03	12.91	22.03	17.9	21.8
Portugal	15.94	15.94	18.61	4.5	13.2
Romania	41.60	9.79	17.94	2.1	16.8
Slovenia	13.41	13.41	16.24	16.0	21.7
Slovakia	15.60	15.60	21.12	2.2	16.0
Finland	12.89	12.89	10.33	1.3	24.9
Sweden	171.00	16.46	14.60	-0.6	35.7
United Kingdom	12.50	14.07	15.37	-4.6	4.8
Croatia	85.00	11.64	16.22	0.0	19.9
Turkey	25.62	11.79	20.20	8.9	20.6
Norway	133.90	15.63	12.39	-7.3	28.1

* Household electricity prices refer to households with annual consumption between 2 500 and 5 000 kWh.

** Based on prices in national currency.

- Not applicable

p Provisional

:

:

ANNEXE 4 : Prix du gaz pour les ménages toutes taxes comprises en 2009 (Eurostat 2010)

Household* gas prices including all taxes

	Average price per gigajoule in 2 nd half of 2009			Price change 2 nd half 2009/ 2 nd half 2008**	Taxes (%)
	In national currency	In euro	In PPS		
EU27	-	14.67	14.67	-16.0	22.0
Euro area	15.99	15.99	:	-18.7	26.4
Belgium	14.33	14.33	12.67	-29.2	20.1
Bulgaria	18.91	9.67	20.18	-11.0	16.7
Czech Republic	337.81	13.11	18.83	-6.9	16.0
Denmark	199.27	26.77	17.95	0.6	50.4
Germany	16.35	16.35	15.22	-22.8	26.1
Estonia	157.60	10.07	13.71	-2.2	20.3
Ireland	15.29	15.29	13.09	-15.3	11.9
Greece***	:	:	:	:	:
Spain	14.88	14.88	15.78	-18.0	13.8
France	16.20	16.20	14.04	0.9	14.5
Italy	14.84	14.84	13.62	-25.8	34.7
Cyprus***	:	:	:	:	:
Latvia	7.42	10.52	14.42	-24.4	9.0
Lithuania	38.97	11.29	16.71	6.2	16.9
Luxembourg	12.82	12.82	10.71	-10.2	14.7
Hungary	3587.33	13.23	20.12	11.1	20.0
Malta***	:	:	:	:	:
Netherlands	18.70p	18.70p	16.64p	-11.1p	42.7
Austria	17.23	17.23	15.50	0.7	27.6
Poland	53.50	12.78	21.81	5.8	18.0
Portugal	16.52	16.52	19.28	-5.5	4.8
Romania	31.66	7.45	13.65	-8.2	45.6
Slovenia	14.96	14.96	18.12	-24.3	21.9
Slovakia	13.21	13.21	17.89	2.2	16.0
Finland***	:	:	:	:	:
Sweden	279.00	26.86	23.82	-1.8	42.7
United Kingdom	10.52	11.84	12.94	-3.1	4.7
Croatia	66.44	9.10	12.68	20.1	18.5
Turkey	18.58	8.55	14.65	-25.5	18.5

* Household gas prices refer to prices for households with an annual consumption between 20 and 200 GJ.

** Based on prices in national currency.

*** Greece, Cyprus, Malta and Finland do not have a significant gas market for household consumers and therefore did not report gas prices.

- Not applicable

p Provisional

:

:

ANNEXE 5 : Parts des énergies renouvelables dans la consommation finale en 2005 et les objectifs pour 2020

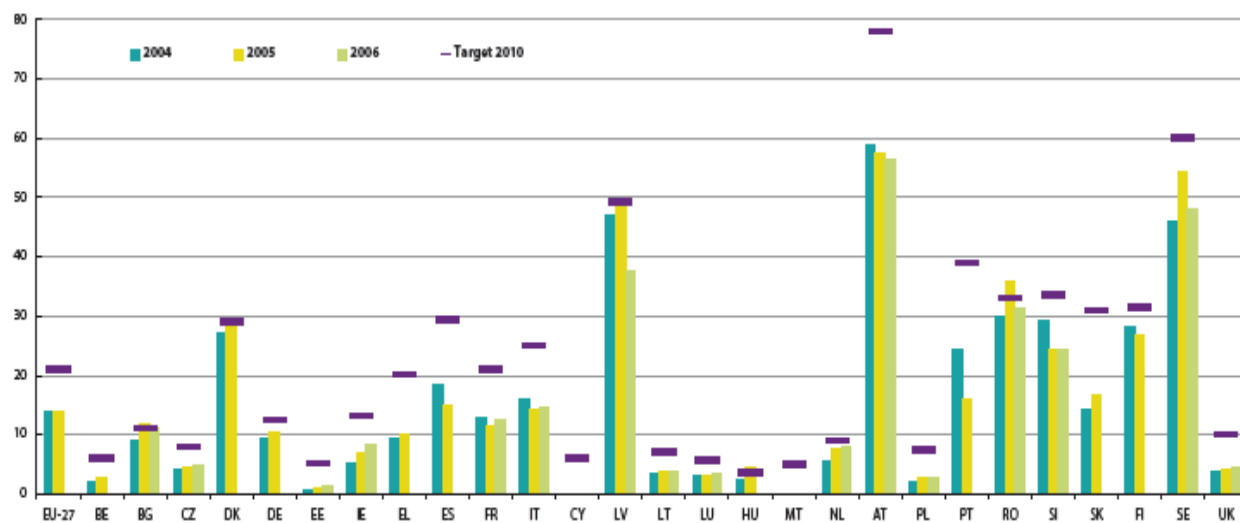
Table 5.2: Share of energy from renewable sources in final consumption of energy in 2005 and targets for 2020 as displayed in the Proposal for a Directive)

	Share of energy from renewable sources in final consumption of energy, 2005	Target for share of energy from renewable sources in final consumption of energy, 2020
	(S2005)	(S2020)
Belgium	2.2%	13.0%
Bulgaria	9.4%	16.0%
Czech Republic	6.1%	13.0%
Denmark	17.0%	30.0%
Germany	5.8%	18.0%
Estonia	18.0%	25.0%
Ireland	3.1%	16.0%
Greece	6.9%	18.0%
Spain	8.7%	20.0%
France	10.3%	23.0%
Italy	5.2%	17.0%
Cyprus	2.9%	13.0%
Latvia	34.9%	42.0%
Lithuania	15.0%	23.0%
Luxembourg	0.9%	11.0%
Hungary	4.3%	13.0%
Malta	0.0%	10.0%
Netherlands	2.4%	14.0%
Austria	23.3%	34.0%
Poland	7.2%	15.0%
Portugal	20.5%	31.0%
Romania	17.8%	24.0%
Slovenia	16.0%	25.0%
Slovak Republic	6.7%	14.0%
Finland	28.5%	38.0%
Sweden	39.8%	49.0%
United Kingdom	1.3%	15.0%

Source: COM(2008) 19 final, 2008/0016(COD) Proposal for a directive on the promotion of the use of energy from renewable sources

ANNEXE 6 : Electricité produite à partir des énergies renouvelables

Figure 5.1: Share of electricity produced from renewable sources, in %

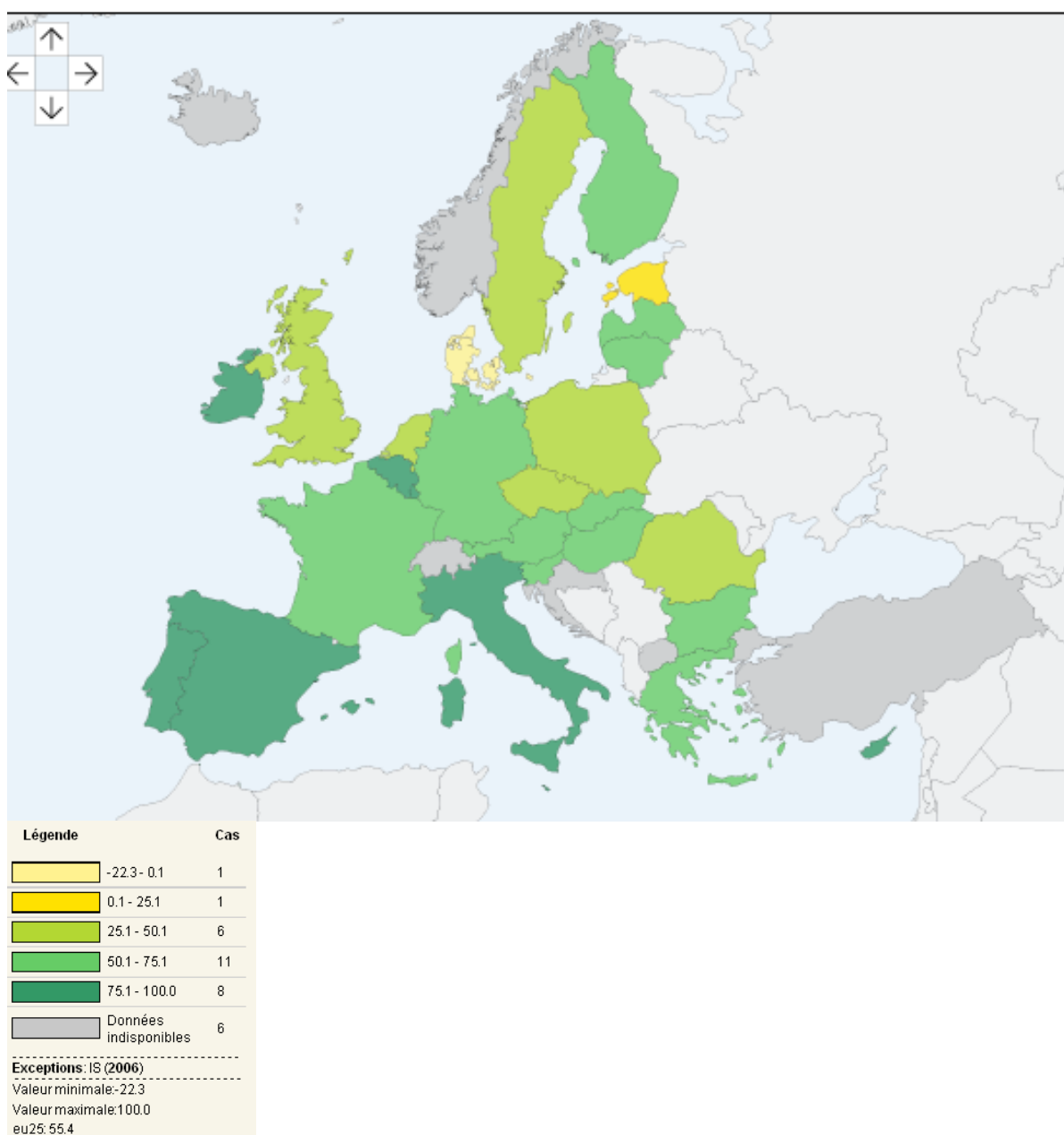


Source: Eurostat

ANNEXE 8 : Carte de dépendance énergétique des Etats membres de l'UE en 2008

Dépendance énergétique

La dépendance énergétique montre le degré jusqu'auquel une économie dépend des importations pour faire face à ses besoins énergétiques. L'indicateur est défini comme le ratio entre les importations nettes et la somme de la consommation intérieure brute d'énergie et les réservoirs.



Source : Eurostat - données 2008 (extraction janvier 2011)